

## BGE 72 III 93

Bundesgericht (BGE), 1946-01-01, DE

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge\\_72\\_III\\_93](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_72_III_93)

FR: ATF 72 III 93

IT: DTF 72 III 93

### Volltext

92 Schuldbetreibungs- und Konkursrecht. N° 24. sie (ihre Existenz vorausgesetzt) entstanden ist, so hat die Aufsichtsbehörde über den Zeitpunkt ihrer Entstehung .. die nötigen Erhebungen zu machen. Sie wird sich dabei in erster Linie zu erkundigen haben, ob die Forderung etwa schon im Konkurs angemeldet oder gar als Konkurs- forderung zugelassen sei. Unter Umständen wird sie ihren Entscheid auch aussetzen und, wenn das Betreibungsamt bereits den Zahlungsbefehl erlassen hat, der Beschwerde aufschiebende Wirkung erteilen können, bis der Gläubiger seine Forderung im Konkurs angemeldet hat und darüber entschieden ist, ob sie dort zugelassen wird. Da es bei dieser Regelung des Verfahrens in vielen Fällen vom Schuldner abhäng~, ob die Aufsichtsbehörde Gelegenheit erhält, die Zulässigk~it der nach der Konk~ eröffnungs aufgehobenen Betreibungen zu prüfen, so ist möglich, dass während des Konkursverfahrens eine Betrei- bung zur Durchführung gelangt, die sich auf eine vor der Konkurseröffnung entstandene Forderung bezieht. Hie- durch wird wohl der Schuldner, der die Beschwerde unter- lassen hat, benachteiligt, nicht aber die Konkursgläubiger. Diese können im Gegenteil auf eine höhere Dividende rechnen, wenn ein Gläubiger, der Befriedigung aus der Konkursmasse beanspruchen könnte, sich aus konIrrurs~ freien Aktiven des Gemeinschuldners bezahlt macht. Im . übrigen kann auf keinen Fall verhindert werden, dass der Gemeinschuldner eine vor der Ko~ kurseröffnung ent- standene Forderung während des Konkursverfahrens aus solchen Aktiven freiwillig bezahlt. Ob er. sich für eine derartige Forder'ung betreiben lässt oder sie von sich aus bezahlt, macht aber im Ergebnis keinen Unterschied aus. Für die Aufsichtsbehörden besteht daher kein Anlass, nach der Konkurseröffnung eingeleitete Betreibungen, die gegen Art. 206 SchKG verstossen, von Amtes wegen aufzuheben. Wird- eine vor der Konkurseröffnung ent- standene For- derung während des Konkursverfahrens eingetrieben, so gereicht dies ausser dem Schuldner höchstens noch, d~ Schuldbetreibungs- Und Konkursrooht. N° 25. 93 neuen Gläubigem desselben zum Nachteil. Die Interessen dieser Gläubiger werden jedoch dadurch hinreichend "gewahrt, dass ihnen bei ungenügendem Ergebnis der während des Konkursverfahrens eingeleiteten Betreibungen die Möglichkeit eingeräumt wird, gegen die Gläubiger, die nach ihrer Auffassung den Gemeinschuldner gemäss Art. 206 SchKG nicht hätten betreiben dürfen, Kollokations- klage zu erheben (Art. 148 SchKG). Der Richter ist befugt, im, Streit über die Kollokation einer Forderung die Frage, ob diese während des Konkursverfahrens habe in Betreuung gesetzt werden dürfen, als Vorfrage selber zu beantworten; sofern hiei-über nicht bereits im Be- schwerdeverfahren entschieden worden ist. 6. - Im vorliegenden Falle steht ausser Zweifel, dass die Betreuungsforderung, soweit sie zu Recht besteht, erSt nach der Konkurseröffnung entstanden ist. Demnach erkennt die 8schuldbetr.- 'U. Konkurskammer : Der Rekurs wird gutgeheissen, der angefochtene Ent- scheid aufgehoben und das Betreibungsamt Zürich 3 angewiesen, das von der Rekurrentin alil 5. März 1946 gestellte Betreibungsbegehren gegen Otto Hömlimann zu vollziehen. 25. Ardt dn 21 octobre 1946

dans la cause Wntrich. SaiBie de aalaire entamant k minimum indiapenaabk au dibiteur en fq,'IJ6Ur de la creance d'alimenta d"UIM femme divorcee. Le remariage de la creanciere ne fait pas tomber la saisie en cours, mais peut justifier sa revision si et daus la mesure on la poursuivante dispose dorenavant de ressouroes qui couvrent son minimum vital.

Loopfändung mit Eingriff in den Notbedarf dea Schuldnera für die Unterhaltsforderung einer geachiedenen Frau. Die Wiederverheiratung der Gläubigerin macht die laufende Pfändung nicht hinfällig, kann aber deren Revision recht- fertigen, wenn und soweit die Gläubigerin fortan über Mittel zur Deckung ihres Notbedarfs verfügt. Pignoramento di aalario oltre il minimo vitale deZ debitore per un cr6ilito d'alimenti d'una divorziata. 11 fa.tt6che la creditrice passa a. nuove nozze non rende caduco

94 Schuldbetreibungs. und Konkursrecht. N0 25. il pignommento in eorso, ma. puo giustificarne la. revisione se e in quanto la procedente disponga. d'om innanzi di introiti ehe coprono il BUO minimo vitale. .A. - Selon jugement. de divorce du 11 mars 1946, Georges Wutlirieh a etC eondamne a payer a sa femme, des le 15 septembre 1945, la somme de 100 fr. par mois pour elle et de 50 fr. pour l'enfant attribue a sa mare. Dame Grandvoinet div. Wuthrich a poursuivi son ex-mari en paiement d'arrieres de cette pension. Dans une poursuite N° 124 439 (serie 1760), l'Offiee de GeneV8 a saisi, le 20 juin 1946, la somme de 40 fr. par quinzaine sur le salaire du debiteur, 35 fr. etant attribues ala crean- eiere alimentaire et 5 fr. aux crCaneiers ordinaires. Le gain de Wutrich est de 313 fr. 60 net par mois et ses charges personnelles de 250 fr. Dans UJle poursuite subsequeute N° 138490 en paiement de 300 fr. de pension alimentaii:e, l'Office des poursuites a, le 10 aout 1946, opere une retenue de 50 fr. par quinzaine. Ce meme jour, l'ex-femme du debiteur s'est remariee avec Gilbert Baud. Sur requete de Wuthrich invoquant la cessation de son obligation de servir Ja pension alimen- taire de 100 fr., l'Office des poursuites a, dans la serie 1760 et la pOurSuite 138 490, reduit la retenue a 63 fr. 60 par mois (difference entre le salaire net de 313 fr. 60 et le minimum de 250 fr. indispensable au debiteur); soit a 29 fr. 65 par quinzaine, 23 fr. 35 et8.nt attribues a l'enfant et 6 fr. 30 aux ereanciers ordinaires. ' B. - Sur plainte de la creanciere, l'AutoriM genevoise de surveillance a retabli la saisie de 50 fr. par quinzaine, pratiquee le 10 aout 1946, en repartissant la retenue comme suit: 40 fr. a la pension alimentaire, 10 fr. aux creanciers ordinaires. Elle estime que le remariage de Ja poursuivante n'a pas fait tomber le privilege dont beneficie la crCance de pensionalimentaire. O. - Le debiteur Wuthrich recourt au Tribunal federal contre cette decision en coneluant a son annulation et au retablissement de Ja decision de l'Office des poursuites. Schuldbetreibungs. und Konkursrecht. N0 25. 95 OonsitUrant en droU : Le salaire du debiteur ne suffit pas a couvrir ses propres besoins et la pension alimentaire due a sa femme et a son enfant. C'est a bon droit que, dans ces conditions, l'Office des poursuites a opere en faveur de la creanciere d'aliments des retenues qui entament le minimum indispensable au debiteur, de maniere a repartir ses ressources entre tOus les membres de Ja famille proportioIID8llement a. ce qui est necessaire a chacun d'eux (RO 5;7 III 208, 67III 135). Le remariage de dame Grandvoinet div. Wuthrich amis fin a l'obligation de son ex-mari de lui servir Ja pension alimentaire de 100 fr. par mois. Mais cette circonstance, qui est sans effet sur les mensuah""tes echues, n'eteint pas non plus les droits d'execution, meme preferentieis qui sont nes en faveur des creances en poursuite. Si done une saisie a etC pratiquee au-dessous du minimum pour un arriere de pension,cette mesure, que justifiait a l'epoque le caractere alimentaire de la creance, ne devient pas caduque de plein droit au moment on l'obligation du debiteur d'aliments prend fin pour l'avenir. : En revanche, le remariage de l'epousedivorcee peut, le cas echeant, motiver une revision de rette saisie. En

effet, il est de jurisprudence que le créancier d'aliments ne peut prétendre priver le débiteur du nécessaire que s'il ne peut lui-même se passer de la contribution du poursuivi pour faire face à ses propres nécessités (RO 68 III 28, 106). Une saisie qui empiète sur le minimum vital a pour le débiteur de graves conséquences, qui ne peuvent se justifier que par l'état de besoin on se trouve le créancier lui-même. Si et dans la mesure on celui-ci dispose d'autres ressources, la saisie à son profit doit avoir lieu selon les règles ordinaires. Or, pour juger des besoins respectifs des intéressés, l'office doit - comme toujours en matière de saisissabilité - se placer au moment de l'exécution de la saisie. S'agissant de la saisie d'un salaire futur, dont l'exécution consiste en une série de

96 Schuldbetreibungs- und Konkursrecht. N° 25. retenues successives, il faut considérer la situation existant à l'époque de ces diverses retenues. Si donc, après qu'une saisie de salaire frappant le minimum vital a été ordonnée, le créancier d'aliments vient à disposer, par suite de succession ou d'autres causes, de ressources qui le mettent à l'abri du besoin, le débiteur est en droit de requérir l'adaptation de la mesure prise aux circonstances nouvelles. La femme divorcée qui se remarie est précisément dans le cas de disposer, par suite de son mariage, de ressources qui couvrent dorénavant son minimum vital. Si et dans la mesure on il en est ainsi, le créancier ne peut prétendre demeurer au bénéfice d'une saisie qui prive son ancien mari d'une partie de ce qui lui est indispensable pour vivre. En l'espèce, la décision attaquée qui annule purement et simplement la réduction ordonnée par l'Office des poursuites ne tient pas compte du fait nouveau que constitue le remariage de la créancière. La cause doit dès lors être renvoyée à l'Autorité cantonale pour qu'elle examine si et dans quelle mesure dame Baud div. Wuthrich voit actuellement son minimum vital assuré par son nouveau mari, et pour qu'elle procède, le cas échéant, à la révision des saisies en cause. À cet égard, elle pourra éventuellement tenir compte, dans les charges du nouveau ménage, des dettes encore impayées que le créancier a eues pour contractées pour subvenir à ses besoins dans la période où son mari ne satisfaisait pas à ses obligations envers elle. Par ces motifs, la Cour des poursuites et des faillites prononce : Le recours est admis, la décision attaquée est annulée et la cause renvoyée à l'Autorité cantonale pour qu'elle statue à nouveau dans le sens des motifs.

8 Schuldbetreibungs- und Konkursrecht. N° 26. 97 26. Entscheid vom 30. Oktober 1948 i. S. Kredit- und Verwaltungsbank Zug. W idetr 8'fj'1'UChBverfa,lwen. Das Betreibungsamt hat eine ungenügende KollektfMjbezeichnung ,der Drittsprecher (tl Gebrüder ••• ») schon für die Anzeige an Gläubiger und Schuldner (Art. 106 Aha. 1 u. 2) zu präzisieren und die Klagefristansetzung (Art. 107 SchKG) jedem einzelnen Ansprecher gegenüber vorzunehmen. Procedure de revendication. Lorsque l'indication du tiers revendiquant est donnée en la forme d'une désignation collective (telle que « Frères X »), l'office des poursuites doit la préciser dans l'avis qu'il adresse au créancier et au débiteur (an. 106 a1. 1 et 2 LP) et fixer le délai d'ouverture d'action à chacun des revendiquants individuellement (an. 107 LP). ProoetJ,ura di rivendicazione. Se l'indicazione del terzo rivendicante è fatta sotto la forma d'una designazione collettiva (come « Fratelli X »), l'ufficio d'esecuzione deve precisarla già nell'avviso al creditore e al debitore (an. 106, cp. 1 e 2, LEF) e assegnare il termine per promuovere causa a ciascun rivendicante individualmente (an. 107 LEF). In der Betreibung der Kredit- und Verwaltungsbank A.-G. in Zug gegen N. Schmid wurden u. a. 9 Stück Vieh gepfändet, auf die laut Pfändungsurkunde die « Gebr. Fellmann, Boden, Küssnacht 0. IR. » Eigentumsansprüche erhoben. Auf Bestreitung derselben durch die Gläubigerin richtete das Betreibungsamt am 22. Mai 1946 die Klagefristansetzung an die Drittsprecher unter der

genannten Adresse in Küßnacht, wo jedoch nur der Bruder Alois Fellmann wohnt, der sich mit einer Zuschrift ans Betreibungsamt begnügte und die Klagefrist nicht benutzte. Nachher in die Gläubigerin am 5. Juli das Verwertungsbegehren gestellt hatte, dem das Betreibungsamt jedoch nicht Folge gab, meldete am 13. August die in Udligenswil wohnhafte Mutter Fellmann «für Gebr. Fellmann, Bodenhof» dem Amtsgerichtspräsidenten ihrerseits, dass diese Eigentümer seien und das Betreibungsamt nur dem Alois in Küßnacht Klagefrist gesetzt habe. Darauf wies der Amtsgerichtspräsident, nach Vernehmung des Betreibungsamtes, am 23. August dieses an, die Klagefristansetzung nachzuholen, soweit es nicht '1 AB 72 m - 1946

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.